

# fête de la rose

DIMANCHE 24 SEPTEMBRE 2006  
INTERVENTION DE  
**DOMINIQUE  
STRAUSS-KAHN**

Mes amis,  
Mes camarades,

Je veux commencer en saluant celui qui est juste devant moi, Edmond Hervé, parce que j'ai pour lui plus que de l'estime. C'est un fier représentant de votre Bretagne. Vous êtes tous ici attachés à cette terre que les Français ont appris à redécouvrir et qui est sans doute l'une des plus belles du pays, qui porte des traditions. Et les hommes et les femmes, partout sur notre territoire, ne sont pas exactement les mêmes ; ils sont issus de leur terre. Et bien, Edmond, plus qu'un autre encore, porte ce qu'est la Bretagne. Il a connu les joies et les difficultés du pouvoir, aussi parfois ses vicissitudes. Il a connu le travail à conduire et il le connaît toujours au niveau local. Je vous disais tout à l'heure que j'ai pour lui plus que de l'estime, je veux saisir cette occasion pour te le dire Edmond. J'ai pour toi vraiment de l'admiration.

Permettez-moi de saluer — je le ferai plus brièvement parce que sinon ce que j'ai à vous dire passerai en remerciements et en saluts — à la fois mes collègues : Philippe Tourtelier et Jean-Michel Boucheron que je rencontre à l'Assemblée, tout particulièrement Jean-Louis Tourenne puisqu'il a été meneur des troupes d'une belle victoire que vous avez connue dans le département il y a peu de temps. Et bien sûr Fred Bourcier, le Premier Secrétaire Fédéral que je veux aussi remercier des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard il y a quelques minutes. Pour tous les élus qui ne sont pas de ce département, je voudrais aussi évoquer et saluer Loïc Le Meur qui nous vient du Morbihan. Et puis



tous les élus, les conseillers régionaux, les conseillers généraux qui sont là, les maires. Nos partenaires puisqu'il y en a avec nous ici, nos partenaires de la gauche. Plus généralement tous les militants qui êtes là rassemblés, les plus anciens et aussi les plus nouveaux. Les plus nouveaux qu'il nous faut accueillir. Notre parti, pour la première fois dans son histoire, a su dépasser ses propres frontières, aller s'étendre au-delà de ses militants traditionnels. C'est une grande victoire. Nous devons beaucoup à ces nouveaux militants. Il faut maintenant qu'ils participent à la vie du parti, pas seulement à l'élection du candidat ou de la candidate qui va venir, mais après à la vie politique et à la bataille politique de ce parti. Je veux tous les saluer respectueusement.

Nous sommes, chacun le sait et le sent, dans une période particulière,

celle de la préparation d'une élection présidentielle. Vous savez, comme moi, que cette élection va être l'une des plus importantes que l'on ait connues depuis longtemps. Une élection présidentielle, c'est toujours important. Mais peut-être est-ce la plus importante depuis 1981. Parce qu'en 1988, François Mitterrand était sortant ; et puis, la campagne c'était finalement « non à Chirac ». En 1995, c'était la fin du mitterrandisme. Et en 2002, on le sait, ça été finalement tout sauf Le Pen. Mais à aucune de ces trois élections présidentielles, nous n'avons pu avoir, dans notre pays, un vrai débat sur le fonds, sur l'orientation politique, sur le choix de société que nous voulions mettre en œuvre.

Pour la première fois depuis 1981, l'élection de 2007 va être une élection où il va falloir que les Français se prononcent sur le type de société qu'ils souhaitent.

Ils sont nos compatriotes. Je les vois régulièrement comme tous les élus, un peu partout en France que je parcours toutes les semaines. Ils sont inquiets devant la mondialisation, déboussolés devant les risques qui sont devant nous en termes d'emplois, en termes de précarité. Le choix qu'il faut faire est clair finalement. Il a été évoqué avant moi à la fois par Fanny et par Fred. C'est finalement le choix entre un modèle

c'est trop dur de faire vivre la République et ses services publics, ses bureaux de postes, ses policiers. Alors il faut renoncer, il n'y a qu'à laisser le communautarisme organiser la société. Chaque fois qu'il dit cela, il rompt bien sûr, mais il rompt en renonçant avec ce que des générations de Français et des générations d'hommes et de femmes de gauche ont construit dans notre pays.

alors il faut s'attaquer là où il y a vraiment les causes : chez les passeurs clandestins, les employeurs clandestins, les logeurs clandestins, ceux qui font de l'argent avec la misère de ces pauvres immigrés.

Soyons fermes pour empêcher l'immigration illégale justement parce qu'elle est illégale. Mais lorsque ces enfants sont sur notre territoire, sachons respecter ce que sont nos valeurs, nos valeurs de Français et plus profondément encore, nos valeurs de socialistes. N'oubliez jamais que l'on définit souvent les socialistes comme voulant avant tout promouvoir l'égalité, mais au fond des valeurs des socialistes, il y a aussi la liberté. Vous êtes les porteurs dans notre pays de la liberté. Vous êtes le parti de la liberté. A aucun moment, lorsque la liberté est en cause, lorsque les droits de l'homme sont en cause, les socialistes ne peuvent baisser les mains. Nous ne les baisserons pas sur cette affaire-là.



que nous propose Nicolas Sarkozy. Pas sûr encore que ce sera le candidat de la droite, mais il y a neuf chances sur dix, quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent, ça sera sans doute lui. Que nous dit-il ? Il nous dit avec un joli mot : il faut la rupture. Mais quelle rupture ? Il propose en fait une rupture avec ce qui a fait notre pays depuis deux siècles, depuis la Révolution Française. Il nous propose en fait une rupture avec ce modèle social français, fait de cohésion et fait de solidarité. Il propose quoi à la place ? Il nous dit : voilà, c'est trop dur aujourd'hui. C'est trop dur d'arriver à faire vivre ce modèle français. Il faut renoncer et importer le modèle qui est porté par la mondialisation, c'est-à-dire finalement le modèle américain.

Et l'on pourrait prendre mille exemples où il réagit comme cela. Il nous dit : c'est trop dur de faire vivre l'école partout, dans les quartiers. Bien sûr, c'était la promesse républicaine, mais on ne peut plus la tenir. Alors ceux qui à 14 ans n'arrivent pas à suivre, il n'y a qu'à les envoyer en apprentissage. Il nous dit : dans les quartiers, dans les cités — je suis le maire d'une ville de banlieue, peut-être le symbole de la banlieue, Sarcelles —,

Lorsque l'on regarde cette affaire des enfants scolarisés en France et d'origine immigrée, les 30 000 dossiers déposés et les 6 900 qui ont été acceptés, régularisés. Cela avait été annoncé à l'avance ; donc contrairement à ce qu'avait dit Nicolas Sarkozy, rien n'a été examiné au cas par cas. Le chiffre à l'arrivée est celui annoncé au départ. Donc Nicolas Sarkozy a menti à ces familles ; il a menti aux Français en leur disant qu'on regarderait chacun de ces cas pour voir s'ils pouvaient rester chez nous. Dès le départ, il avait choisi sa voie alors qu'il avait entre les mains la vie de ces enfants, leur avenir, leur destin ; pour beaucoup d'entre eux, le choix entre retomber à l'extérieur de la France dans une vie sans doute difficile et une scolarité peut-être impossible ou la possibilité de les laisser dans notre pays où ils étaient en train de s'intégrer. Et bien, nous, socialistes, nous incarnons dans cette affaire, avec le reste de la gauche, la résistance. Nous mettons et nous mettrons encore ces enfants sous notre protection parce que ce sont nos valeurs qui sont là en cause. Bien sûr que la France ne peut pas accueillir n'importe quelle immigration, mais lorsque l'on veut lutter contre l'immigration clandestine,

Nicolas Sarkozy ne s'arrête pas là. Dans la récente affaire qui l'a opposé à la justice, on voit bien aujourd'hui le double rôle qu'il joue dans notre pays et dont il n'arrive pas à démêler les fils. Il est à la fois le ministre de l'Intérieur, il est en même temps le candidat à la Présidence de la République. Il ne sait jamais, quand il agit, s'il remplit sa mission d'Etat de ministre de l'Intérieur ou si, en fait, il essaie de servir sa candidature. Sous l'habit du ministre de l'Intérieur perce



tout le temps la redingote du candidat. On l'a vu sur cette affaire de justice où il a cherché, comme il le fait toujours, une sorte de bouc émissaire à ses échecs. Aujourd'hui, c'est l'échec flagrant de sa politique en matière de sécurité : double échec d'avoir mis l'accent uniquement sur la répression. Bien sûr, il faut réprimer

capables de s'unir et de combattre. Car, il nous propose « Nicolas Sarkozy, la France d'après » ; c'est son slogan. Mais a-t-on jamais vu un pareil déni de démocratie. Alors qu'il est le ministre le plus important du gouvernement, le chef du parti majoritaire qui a le pouvoir de faire voter ce qu'il entend à l'Assemblée

politique étrangère de la France. Jamais, cela n'était arrivé. C'est une règle quasi absolue. Edmond, qui est devant moi et qui a participé à des gouvernements, le sait ; tous les Français le savent. Lorsqu'un responsable politique, a fortiori un membre du gouvernement, est à l'étranger, il défend la politique de la France ; et s'il ne l'approuve pas, il ne dit rien, jamais il ne la critique. Du temps du général de Gaulle — pour lequel je n'ai pas voté parce que je n'avais pas l'âge et pour lequel je n'aurais pas voté —, Nicolas Sarkozy ne serait pas revenu en France comme ministre de l'Intérieur, il aurait été démissionné avant même de reprendre l'avion. Jamais dans l'histoire de notre République, nous n'avons vécu cela. Alors, il lui faut maintenant choisir. Il ne peut continuer jusqu'au printemps 2007 à être à la fois le ministre de l'Intérieur, à utiliser l'appareil de l'Etat pour faire sa campagne de candidat, à faire comme son mentor, Jacques Chirac qui avait utilisé la mairie de Paris pour sa campagne présidentielle. Il doit choisir ! Si comme je n'en doute pas, il choisit plutôt d'être candidat que d'être ministre, alors il doit quitter maintenant le ministère de l'Intérieur. Cet adversaire, il ne faut pas le sous-estimer. Il est redoutable. La politique qu'il propose est le contraire de ce que nous voulons.



la délinquance, mais il faut aussi éviter que cette délinquance existe. En supprimant tous les crédits des associations, en mettant à bas tous les éléments de la prévention, il ne faisait qu'alimenter l'objet d'une répression future. Ça, c'est une politique qui ne peut conduire qu'à l'échec.

La suppression de la police de proximité, l'échec dans la technique même de la répression quand elle nécessaire font qu'aujourd'hui 28 préfets le lui ont écrit ensemble : les résultats de sa politique sont le contraire de ce qu'il avait annoncé aux Français. Et alors, comme il le fait toujours, il cherche un fautif. Cette fois-ci, il montre la justice du doigt. Jamais pyromane politique ne s'est plus volontiers proposé comme pompier. Il nous dit : « regardez les juges comme ils jugent mal ; vous avez encore plus besoin de moi, Nicolas Sarkozy, pour vous protéger contre les juges ». A chaque fois qu'il échoue, il essaie de se mettre en avant pour montrer que les Français ont encore plus besoin de sa manière de faire.

Contre cet homme dangereux pour le pays, il faut que les socialistes soient

Nationale, a-t-on a jamais entendu quelqu'un dire : « j'ai des solutions pour la France — nous savons qu'elles sont mauvaises —, mais je ne les mets pas en œuvre ; je ne les mettrai en œuvre que si vous m'élevez Président de la République ». Reporter ainsi à plus tard les solutions qu'il croit bonnes pour le pays, ça veut dire en réalité qu'il sait qu'elles ne sont pas bonnes et il sait que s'il les mettait en œuvre aujourd'hui, alors les Français auraient le temps, avant l'élection, de s'apercevoir qu'elles ne donneraient rien et qu'il n'aurait plus rien à leur proposer. Alors, il reporte dans un tour de passe-passe comme s'il n'était pas responsable de ce qui se passe dans le pays depuis 4 ans : le chômage ne régresse que dans les statistiques mais pas dans la réalité, les emplois ne se créent pas, la précarité se développe. Comme s'il n'était responsable de rien, il nous promet la France d'après.

Et bien, mes amis, mes camarades, je vous promets aujourd'hui la France d'après Nicolas Sarkozy. Il confond le rôle de ministre de l'Intérieur et de candidat. Cela a éclaté, il y a quelques jours aux Etats-Unis, où devant le Président des Etats-Unis, il est sorti de son rôle de ministre de l'Intérieur pour critiquer la

Nous aurions tort de croire que la gauche a gagné d'avance. Il est bon que nous ayons cette procédure de choix pour notre candidat. Il faut que nous soyons capables de choisir la personnalité qui sera la plus à même de gagner car il faut que la gauche gagne. Pour ce faire, il faut revenir aux problèmes que se posent les Français : le pouvoir d'achat en cette rentrée, le problème de précarité, le problème de chômage. Ce sont ces problèmes-là qui nous feront entendre de nos concitoyens. Il faut sortir de cette situation désespérante, sorte de galerie de portraits où l'on dirait que la vie politique à gauche se résume à comparer les vertus d'un tel et d'un tel, d'une telle et d'une telle. Moi je ne veux pas de combat-là. Je veux que nous choisissons la personnalité la plus apte à gagner. On n'est pas dans une sorte de concours où nous nous opposerions les uns aux autres. Il faut qu'on débâte sur les idées. Débâter oui, pas combattre. Après cela, lorsque l'on aura abouti sur les idées, soyons capables et nous le serons d'être

tous unis derrière celui ou celle que vous aurez choisi. Moi je prends devant vous, je l'ai déjà fait et je veux le faire maintenant devant les militants bretons, cet engagement que je veux voir pris par tous : que nous saurons ensemble nous rassembler derrière celui ou celle qu'ensemble nous aurons choisi.

Ce gouvernement n'est pas aimé par les Français. Nous devrions être 10 points devant et nous ne le sommes pas. Pourquoi ? Parce que les Français doutent. Ils doutent de notre capacité à dépasser ces petites querelles internes ou ce qu'ils voient comme des querelles internes. Ils doutent de notre volonté de nous unir. Ils doutent de la réalité de ce que nous proposons. Il nous faut montrer la capacité à dépasser les querelles, la capacité à s'unir et la capacité à répondre aux grands problèmes que ressentent les Français, à parler des problèmes de l'avenir.

Il y a bien sûr des problèmes classiques, ceux qui font le combat des socialistes, le combat des hommes et des femmes de gauche depuis toujours : le combat pour le pouvoir d'achat, le combat pour l'égalité dans lequel notre projet prévoit en effet une sorte de révolution. Je la cite parce qu'elle est pour moi très chère — j'y ai beaucoup participé — : la lutte contre les inégalités. C'est ma motivation première quand j'ai adhéré il y a trente ans au Parti Socialiste. Je constate comme vous que, malgré nos efforts, malgré le gigantesque appareil de redistribution que l'on a mis en œuvre consistant à prendre de l'argent à ceux qui en avaient suffisamment trop pour donner à ceux qui en avaient besoin, malgré cela, les inégalités n'ont pas beaucoup régressé. Alors on s'est interrogé : on a travaillé pourquoi ? Il nous est apparu de façon éclatante que c'était bien de faire cela mais que cela ne suffisait pas. Si on laissait le capitalisme continuer à fabriquer des inégalités à l'école, à l'hôpital, on pouvait s'évertuer ensuite à redistribuer autant qu'on voulait, jamais on n'arriverait à rattraper ces inégalités-là. Il faut donc non seulement redistribuer après coup, mais aller attaquer à la racine les inégalités là où elles se forment. On ne peut pas se contenter d'une sorte d'égalité formelle comme celle qu'ont formée les hussards de la Troisième République. Lorsque Jules Ferry a mis en place les instituteurs,

c'était déjà un progrès formidable à l'époque : un instituteur devant trente élèves, une révolution. Mais aujourd'hui, on sait bien que cette révolution ne suffit pas. Il ne suffit pas d'un instituteur devant trente ou vingt-cinq élèves ; il est des endroits où il en faut plus parce que les conditions sociales et culturelles dans lesquelles vivent ces enfants sont telles que l'école ne suffit pas à tout rattraper. Il est des endroits où en revanche cela



suffit. Alors soyons capables de faire des efforts dans tous les endroits les plus difficiles pour qu'en effet la société évite ces inégalités de destin. Ces inégalités se créent dès le plus jeune âge. Chez moi, à Sarcelles, dans les écoles comme à Vaux-en-Velin, comme dans les quartiers Nord de Marseille, les enfants ne sont pas plus bêtes ou plus malins que ceux qui vivent à Neuilly. Ils ne sont pas plus travailleurs ou moins travailleurs. Pourtant dès trois ans, dès quatre ans, leur destin est en partie scellé ; on sait bien que quand ils arriveront sur le marché du travail, ils ne seront pas dans la même situation que ceux qui viennent des quartiers riches. Parce que je suis socialiste, je ne peux pas admettre que nous continuions à nous voiler la face et à croire qu'une égalité formelle de ce service public qu'est l'Education Nationale peut suffire. Il faut qu'on avance plus loin. Il faut qu'on fasse en sorte qu'une égalité réelle se mette en place. Si nous parvenons à cela, si dans la législature qui vient, nous arrivons à avancer là-dessus, alors oui, nous aurons fait faire un vrai pas en avant à ce qui nous motive, nous les hommes et les femmes de gauche.

Voyez-vous au-delà de ce que nous devons faire et qui est presque traditionnel pour la gauche, lutter contre le chômage, distribuer plus de pouvoir d'achat, organiser la conférence sur les revenus, lutter contre les inégalités, il y a de grandes tâches qui s'ouvrent devant nous et sur lequel il faut que nous puissions débattre.

Prenons l'exemple, pour continuer sur l'enseignement, de l'Université. Je ne me satisfais pas et à aucun moment je n'accepterai que, classement international après classement international, les universités françaises apparaissent dans des rangs de plus en plus lointains. Parce que la droite a renoncé à faire vivre l'université, parce qu'elle a traité la recherche comme elle l'a fait au cours de ces quatre dernières années, notre pays, qui devrait être en tête des pays industrialisés, voit dans ce domaine petit à petit son rang diminuer. Nos étudiants voient leurs qualifications abaissées. Au bout du compte ce qui doit être l'avenir, c'est-à-dire l'économie de la connaissance, qui est porteur de l'emploi, du pouvoir d'achat pour nos enfants et nos petits-enfants, disparaît en fumée parce qu'on a abandonné ce terreau universitaire. Ce doit être une des priorités majeures d'un pouvoir de gauche revenu aux affaires au mois de juin prochain, que l'effort soit porté sur l'Université et sur la recherche, seul porteur de l'avenir que nous voulons créer ensemble. Ce débat-là, faut l'avoir dans le pays.

Je prends un autre exemple. Cet été les agriculteurs ont manifesté parce que le gas-oil est trop cher. Chacun voit à la pompe le prix du litre d'essence ; chacun comprend la réalité de ce que ça veut dire. C'est la fin du pétrole. Pas demain matin, mais cela arrive petit à petit. Il faut la préparer dès maintenant. Chacun comprend que tout notre avenir repose sur notre capacité à préparer l'après-pétrole, pas seulement le nôtre, celui de nos enfants, plus encore celui de nos petits-enfants. Alors que faisons-nous ? Que fait le gouvernement en matière d'économie d'énergie ? Recul, il ne se passe rien en matière d'énergie renouvelable. J'ai dit tout à l'heure combien les efforts sur la recherche ont été sacrifiés. Le nucléaire que certains approuvent et que d'autres

de faire en sorte que les actionnaires des entreprises énergétiques gagnent le plus d'argent possible. Parce que les socialistes et la droite n'ont pas la même position, il faut avoir ce débat dans la campagne présidentielle.

Je vous prends un autre exemple. Chacun sent que notre société vieillit. C'est heureux parce que nous vivons plus longtemps. Qui va se plaindre de ce que nous gagnions trois mois ou quatre mois de vie en moyenne par an ? Qui ne voit pas que cela pose des problèmes immenses ? Qui n'a pas dans sa famille une vieille personne, une vieille mère, un vieux père qui devient dépendant ? Cela pose à chacun d'entre nous des problèmes parfois insolubles. Qui ne

l'école, sur le système des retraites sont bien plus grandes encore que ce que nous avons pu imaginer au cours des vingt années passées. Ce débat peut connaître des solutions individualistes : chacun se débrouille ; ce seront celles de la droite. Des solutions solidaires, ce seront celles de la gauche. Il faut avoir ce débat pendant la campagne présidentielle.

J'ai voulu illustrer d'un mot que cette campagne présidentielle n'était pas la même que les précédentes. Il ne s'agit pas simplement, par réflexe, de demander à nos concitoyens de voter pour la droite ou de voter pour la gauche. Il ne s'agit pas de voter pour une personne qui plairait plus à droite ou qui plairait plus à gauche. Il s'agit de choisir la société que nous voulons.



désapprouvent à gauche, le débat sur son avenir doit avoir lieu. Ce n'est pas un sujet tabou. Il faut sortir cela des mains des techniciens qui gardent cela caché. Le peuple français a le droit de tracer son avenir en matière de nucléaire. Ce débat sur ce que nous voulons faire en matière énergétique, la racine de notre avenir, qui conditionne la place de notre pays à l'avenir, doit avoir lieu dans la campagne présidentielle. Car les solutions de la droite ne sont pas les mêmes que les nôtres. La droite s'accommode de ce que le pétrole soit plus cher et que ce soit plus difficile pour chacun d'obtenir de l'énergie. Dans le débat que nous avons à l'Assemblée nationale sur la privatisation de Gaz de France et sur la directive sur l'énergie, on voit combien la préoccupation de la droite n'est pas de fournir à chacun parce que c'est vital l'énergie nouvelle ; sa préoccupation est

comprend pas que l'avenir de la Sécurité Sociale est en partie dépendant des réponses que nous apporterons à cette question du vieillissement ? Qui ne sent pas que le problème de l'immigration ne peut pas être traité simplement par une sorte de rejet xénophobe comme le fait la droite, mais qu'il y va de la structure même de notre démographie et qu'il n'est pas absurde de penser que dans les dix ans ou quinze ans qui viennent la France aura au contraire besoin d'une immigration positive pour avoir une pyramide des âges qui lui permette de continuer à faire fonctionner l'ensemble de ces systèmes, notamment de Sécurité Sociale. Ce débat touche à la fois au rôle des âges dans notre société, à une modification comme l'humanité n'en a jamais connu en si peu de temps. Le rôle, dans la société, des plus âgés et des plus jeunes va changer. Les conséquences sur

Je pourrais prendre l'endettement par exemple ou bien d'autres sujets encore sur lesquels des choix fondamentaux nous attendent, qui vont orienter notre pays dans des directions complètement différentes. C'est à nous de convaincre les Français de la validité des solutions que la gauche préconise, pour être capable ensuite de les mettre en œuvre, pour être capable de réformer longtemps, pour être capable de se sortir de cette malédiction qui frappe la gauche depuis 1981, qui fait qu'elle est élue et que cinq ans plus tard, à chaque fois, elle est battue. Elue en 81, battue en 86 ; élue en 88, battue en 93 ; élue en 97, battue en 2002. Comme si chaque fois, les Français nous disaient : « Vous n'avez pas fait ce que vous aviez promis, alors on vous renvoie chez vous ». Je ne veux plus que dans notre pays la gauche passe au pouvoir de façon temporaire, que chaque fois, par une sorte de refus démocratique, le peuple nous dise ensuite : « vous n'avez pas rempli vos promesses ». Je veux que nous soyons capables de rester longtemps au pouvoir, non pas pour accaparer le pouvoir — un jour l'alternance doit jouer —, mais parce qu'une fois de retour devant les électeurs, comme le font les maires qui sont souvent réélus, les électeurs disent : « Oui, vous avez fait ce que vous aviez dit, dans ces conditions nous continuons à vous faire confiance ». C'est la récompense d'un élu que de voir ceux qui l'ont élu, lui dire au bout de son mandat : « tu as fait ce que tu avais dit ». Par trois fois au cours des vingt-cinq dernières années, la gauche est arrivée au pouvoir parce que la droite est

rejetée ; mais ensuite, au bout de cinq ans, la gauche n'est pas arrivée à convaincre ceux-là mêmes pour lesquels elle s'est battue qu'il convenait de continuer avec la gauche. Cette gauche n'a pas rempli correctement sa mission.

Il ne suffit pas de gagner, il faut savoir ensuite conduire le pays. Moi, je ne veux plus de cette rhétorique des cent jours, classique dans la gauche, où il fallait en cent jours faire tout ce qu'on voulait faire comme si l'on anticipait d'avance qu'au bout de cent jours on nous mettrait dehors. Si nous faisons ce que nous avons dit, si nous remplissons le contrat passé avec les Français, ce sont des centaines et des centaines de jours qu'il faut pour changer le pays et le mettre dans la bonne direction. C'est cette gauche-là que je veux voir arriver au pouvoir en 2007, cette gauche réformatrice, cette gauche social-démocrate, cette gauche qui sait faire rêver — bien sûr il faut rêver de l'avenir —, mais qui est suffisamment réaliste pour pouvoir tenir ses promesses.

Pour cela, il faut être capable d'assumer le changement et le renouveau. Dans la campagne interne qui va nous animer pendant les six semaines qui viennent, ce débat sur la capacité à porter le renouveau ne sera pas le seul mais un des débats qui sans doute nous fera beaucoup discuter.

Voyez vous, dans ce renouveau, il y a notamment le renouveau de nos institutions. Le quinquennat pousse à changer le rôle du Président de la République. Je ne crois plus à un Président de la République à la de Gaulle, ou même à la Mitterrand, qui était plus un monarque et un arbitre, qui montrait le cap. Il nous faut maintenant un Président qui agit, un Président qui tient la barre, un Président qui à l'instar des exécutifs des pays qui nous entourent est capable effectivement de conduire l'action. J'ai participé, comme d'autres ministres bien sûr, à des G8, à des Conseils européens ; j'ai bien vu le Président de la République face à ses collègues anglais, allemands, italiens, espagnols qui ne sont pas des enfants de chœur, qui débattent parce que chacun a des projets, comme dans n'importe quel Conseil Municipal, n'importe quelle association ; au milieu de la table, il n'y a pas assez d'argent pour tout le monde et il faut donc choisir

parmi tous ces projets. Gagne celui qui est capable d'avoir le plus de charisme, d'entraîner les autres derrière lui, de convaincre, comme Mitterrand a su merveilleusement le faire, qui entraîne les autres derrière lui. Lorsque, comme aujourd'hui, le Président de la République n'est pas capable de conduire ce combat, lorsqu'il est dépassé par les événements, lorsque autour de la table des chefs d'Etat européens ou des chefs d'Etat du G8 ou des chefs de la planète, il ne peut pas faire entendre sa voix, dans ces cas-là, la France ne tient plus son rôle. Le Président de la République dont nous avons besoin, la personnalité qui devra remplir cette fonction doit être capable d'agir, de tenir la barre. C'est un Président qui doit réintroduire la confiance parce qu'il est capable d'imprimer sa marque et parce qu'il dirige lui-même directement la

le contrôle parlementaire dans notre démocratie s'exerce effectivement par des parlementaires qui aient le temps de pouvoir l'exercer.

Il y a d'autres contrepoids qui ne se situent plus au niveau de l'Etat. Les débats qui ont eu lieu depuis deux ans m'ont beaucoup fait évoluer sur ces positions-là. C'est le rôle que nous devons donner à nos collectivités territoriales. Je suis l'héritier comme d'autres d'une France très centralisée, d'un pouvoir d'Etat, la France napoléonienne puis devenue républicaine où tout se décidait à Paris pour le reste du pays. Je constate combien aujourd'hui cela n'est pas ce qu'il nous faut. Les citoyens le réclament ; ils sentent les problèmes traités proches d'eux lorsqu'ils sont traités par les Régions, par les Départements, par les agglomérations,



politique. Pour cela, il faut des contrepoids et il nous faut donc effectivement renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Assemblée Nationale ; on ne pourrait pas admettre qu'un Président soit plus fort et que l'Assemblée Nationale dans notre pays reste un lieu d'enregistrement et ne puisse pas avoir véritablement de pouvoir de contrôle. C'est pour cela que j'ai fini par me rallier à la proposition du parti, dans notre projet, de faire que les députés aient pour seul mandat d'être députés pour qu'ils soient présents à l'Assemblée Nationale et qu'ils aient le temps d'organiser ce contrôle. Il faudra d'autres réformes, je ne veux pas les détailler là. Mais la réforme principale, mère de toutes les réformes, est que

par les communes. C'est le modèle qui se développe partout en Europe. Je sens combien nous avons besoin d'une république qui devienne une république territoriale. C'est-à-dire une république dans laquelle des pouvoirs plus grands soient conférés en matière d'actions et en matière d'impôts aux collectivités territoriales à commencer par la Région et par le Département. Il faut que nous simplifions ce qui a été créé par Gaston Defferre en 1981. On a hérité d'une France centralisée de Napoléon jusqu'à Mitterrand en 1981. Mitterrand, Mauroy et Defferre ont su faire en sorte qu'un changement considérable s'introduise, cela été la décentralisation. Après vingt-cinq ans, il faut une deuxième phase. Ce

qu'à voulu faire Raffarin n'était qu'une mauvaise goutte d'eau car il essayait de récupérer de l'argent sur les collectivités territoriales. Notre rôle, à nous la gauche en 2007, est d'organiser la nouvelle étape de cette décentralisation, de savoir donner aux collectivités territoriales un pouvoir véritable, un équilibre de premier rôle avec l'Etat. L'Etat ne va pas disparaître. Donner véritablement aux élus sur le terrain la capacité d'avancer. Je préside une communauté d'agglomération de 160 000 habitants dans la banlieue parisienne. Il y a 162 Communautés d'Agglomération en France. Edmond le sait. Quand on les classe par revenu par habitant, la 162<sup>e</sup>, c'est la mienne. Je vois bien la misère de ces collectivités lorsqu'elles veulent se mettre au service de leurs administrés, les citoyens de notre pays, ceux qui sont sur notre sol.

Je le dis : le contrepoids à un Président plus fort, un Président qui se fait entendre en Europe et dans le monde, c'est une Assemblée Nationale qui contrôle plus l'exécutif et c'est une décentralisation où la deuxième phase à mettre en œuvre doit être aussi importante dans les changements apportés que ce qui a été fait en 1981.

Mes camarades, ce que nous devons faire aujourd'hui ensemble, ce que devra faire celui ou celle qui nous conduira au combat contre la droite et probablement contre Nicolas Sarkozy, c'est montrer un chemin pour le pays, montrer un chemin dans la mondialisation. Entre une résistance un peu vaine et cette rupture qui est en fait un renoncement, il y a le renouveau de la société Française ; c'est celui-là qu'avec vous, moi je veux pouvoir incarner.

Nous sommes tous, ici, des héritiers de ce que la gauche a construit dans notre pays. Toi Edmond, toi Fred, tous les élus qui sont là, vous êtes les héritiers, je suis l'héritier de cette longue lignée des socialistes qui petit à petit a construit la France telle qu'elle existe aujourd'hui : une France où les inégalités sont trop grandes, où le combat doit reprendre beaucoup plus profondément encore là où l'économie de marché crée ces inégalités. Une France dans laquelle partout ailleurs en Europe l'idée de solidarité, l'idée de cohésion sociale est portée haut par les partis politiques. Une France dans laquelle à aucun moment nous n'acceptons de

laisser une part de la population sur le bord de la route comme certains le font outre-Atlantique et parfois aussi dans certains des pays qui nous entourent en Europe. Une France dans laquelle la liberté veut dire quelque chose, l'égalité veut véritablement dire quelque chose et cette fraternité laïque que nous portons les uns et les autres peut aussi se traduire dans les faits. Une France dans laquelle le combat que nous avons mené pour certains d'entre nous depuis des années,



voire des dizaines d'années, le combat auquel d'autres se joignent aujourd'hui, ces nouveaux adhérents, ce combat-là qui a commencé il y a bien longtemps avant nous, ce combat-là que nous nous apprêtons à continuer.

Il faut pour cela de la force, il faut de la conviction, il faut de la détermination. Il faut des idées nouvelles parce que le monde devant nous n'est pas celui d'il y a dix ans ou vingt ans. Ce n'est pas avec les idées aussi bonnes eussent-elles été à l'époque, que nous développons et que développaient nos dirigeants il y a dix ans ou vingt ans, qu'on pourra conduire la France dans les dix ans ou les vingt ans qui viennent. Il est des pages qui se tournent. La page ouverte en 1971 par François Mitterrand, lorsqu'il a refondé le Parti Socialiste à Epinay, arrive aujourd'hui à son terme, comme elle arrive à droite à son terme avec le retrait dans un an de Chirac de la vie politique – je l'espère –. Pour notre pays, dans cette nouvelle

page, il faut des hommes, des femmes, certes qui ont de l'expérience, mais qui portent le renouveau de la social-démocratie qui est aujourd'hui notre ligne politique. Il faut que ces hommes et ces femmes s'affirment. Je vous le dis d'une phrase, nous n'avons qu'un seul objectif : c'est de vaincre Nicolas Sarkozy. Pour cela, nous avons deux conditions à remplir. La première, c'est de savoir quel chemin nous voulons tracer et je vous en ai donné quelques éléments. La seconde, ce à laquelle je vous appelle, qui est la condition de notre réussite, c'est qu'au bout du compte, dans deux mois nous soyons tous capables d'assurer l'unité des socialistes. A ce prix-là, en mai prochain, nous gagnerons et la France retrouvera les belles couleurs de la gauche.

Débat avec les militants avec trois questions

### PREMIERE SÉRIE DE QUESTIONS

— **Bonjour. Je m'appelle Frédéric. Je suis nouvel adhérent au Parti Socialiste de la section de Dinard. Je fais partie de ceux qui ont été déçus par le résultat au référendum. Je fais partie de ceux qui sont en colère contre certains socialistes irresponsables qui ont trompé une partie des Français. On se rend compte aujourd'hui que nous sommes dans l'impasse. Monsieur Sarkozy propose, je crois, un mini traité ou une mini résolution ; je ne sais pas trop bien ce que ça veut dire. Je voulais savoir si vous avez une position, si vous étiez prochainement Président.**

— **François de la section Rennes Centre. Merci Dominique pour ton discours. Tu es candidat à la candidature ; le choix sera fait au mois de novembre. Si tu te présentes, c'est que tu penses que tu vas être le meilleur, bien entendu. Après ce choix qui sera fait par tous les militants socialistes du pays, une fois la candidature posée, la campagne faite dans l'unité des socialistes, j'aimerais savoir comment tu vas mener la campagne des législatives parce qu'il faut évidemment gagner les législatives.**

— **Jean-Louis André, sympathisant du Parti Socialiste. Une information : cinq agriculteurs ont commencé samedi dernier un jeûne pour avoir une politique agricole plus juste. Une question : comment feront les socialistes face à l'endettement catastrophique de la France ?**

**Dominique STRAUSS-KAHN :** on va répondre évidemment sur chacun des sujets de façon trop brève. Sur l'Europe, sur l'endettement, il faudrait beaucoup de temps.

La question de Fred sur la question européenne. Je fais partie de ceux, beaucoup le savent, qui ont fermement, avec ferveur, défendu le Oui parce que je pensais que ce traité très imparfait était un pas en avant. Cela a été toujours ma démarche politique de dire que quand on faisait un pas en avant, il fallait le prendre même si cela n'était pas parfait, même si ce n'était pas ce qu'on souhaitait. Les Français ont tranché autrement. Il faut maintenant en tenir compte. En réalité, quand on regarde les choses : avant la question du traité, au sein du Parti Socialiste, nous étions tous d'accord pour vouloir une Europe plus sociale, une Europe plus politique. Est venu le traité. Certains ont cru comme moi que c'était un bon instrument pour avancer ; d'autres ont pensé que c'était un mauvais instrument et qu'au contraire il ferait reculer. Les Français ont tranché. Ils ont dit que c'est un mauvais instrument. Je n'ai pas convaincu puisque les Français ont tranché. Cet instrument est derrière nous. Nous nous retrouvons tous ensemble maintenant devant le problème initial : comment nous construirons cette Europe plus sociale et plus politique. Ce qui nous a divisés, c'était l'opportunité d'avancer par ce traité. Maintenant, retrouvons-nous sur les modalités pour mettre en œuvre ce que nous partageons tous, c'est-à-dire la nécessité d'une Europe politique qui ait une vocation plus sociale. Comment fait-on ? Je ne crois pas que l'on puisse reconstruire une sorte de cathédrale comme l'était le Traité Constitutionnel. D'ailleurs, c'est l'une des raisons de son échec : il était si grand, chacun y trouvait à tel ou tel endroit des choses qui ne lui plaisait pas.



Dans ces conditions, je pense qu'il faut repartir de façon plus pragmatique sur les sujets concrets, comme l'Europe s'est toujours construite. Les sujets concrets ; c'est quoi ? C'est la coordination des politiques économiques au sein de la zone Euro. C'est donc permettre en effet à ceux qui veulent avancer plus vite que les autres dans la zone Euro d'avancer. C'est la politique européenne de défense et de politique étrangère. Il faut que là-dessus on puisse passer des accords, faire qu'elle existe et qu'en effet l'Europe soit présente sur les terrains internationaux, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Regardez comment, au Proche-Orient par exemple, à quelques milliers de kilomètres de chez nous, un territoire autour de la Méditerranée qui est le berceau de notre culture, dans le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens, ce sont les Américains qui pèsent et pas les Européens. Je ne me résous pas à ce que l'Europe ne soit pas présente là où elle doit résoudre, aider à résoudre les conflits qui empoisonnent, font courir des risques considérables à l'ensemble de la planète. Avancer sur l'ensemble de la politique étrangère, voilà une deuxième mission. Avancer sur l'Europe sociale et sur le fait que lorsque l'on a un contrat de travail dans un pays, il puisse servir dans autre pays, sur le fait que la législation sociale s'harmonise vers le haut, sur le fait que lorsque on a droit à la retraite accumulée

en Allemagne, on puisse venir en France et continuer sur les mêmes droits à la retraite. Construire l'Europe sociale, voilà un troisième objectif. Je pense que c'est objectif par objectif qu'il faudra avancer et non pas en construisant quelque chose qui aurait vocation à démolir l'ensemble. Quand on aura avancé, alors il sera facile de mettre tout cela dans un traité et d'en faire une constitution pour l'Europe. Mais avoir mis la charrue avant les bœufs — pour moi ce n'était pas une charrue si mauvaise, je l'ai dit — n'a pas été accepté par les Français. Maintenant, nous sommes obligés de repartir dans l'autre sens. Parce que c'est en France, mais aussi aux Pays-Bas après nous, principalement en France que le Traité a échoué, c'était le rôle de Jacques Chirac de faire en sorte que des propositions soient faites par la France. Nos amis, notamment nos amis sociaux-démocrates partout en Europe, disent : « vous les Français, c'est vous qui nous avez mis dans cet embarras, à vous maintenant de nous donner les moyens de sortir ». Jacques Chirac, évidemment, n'a rien fait et personne ne peut espérer que dans les huit mois ou neuf mois qui nous séparent de la présidentielle, il fera quelque chose. Il appartiendra donc au Président de la République élu par les Français, qui sera de gauche, de faire en sorte que ces propositions repartent de l'avant et que nous soyons capables de relancer la machine. Pour cela, de

nouveau, nous avons besoin d'une personnalité qui connaisse l'Europe, qui a travaillé en Europe et qui soit capable de conduire avec nos partenaires de tenir le rôle qui est celui de la France. C'est la première fois, depuis bien longtemps, que nous avons aujourd'hui un Président de la République pour lequel — il faut bien le reconnaître — le costume est un peu trop large et qui n'arrive pas à tenir le rôle qui doit être celui de la France. Je ne me résous pas à ce que notre pays, partout dans les instances européennes, aujourd'hui, soit minoré, secondarisé, laissé de côté. La France seule ne suffit pas, mais, lorsque la France n'est pas là, il ne se passe plus rien. C'est ce que l'on constate depuis maintenant plusieurs années. Si l'Europe est en panne, c'est que, depuis quatre ans de ce second quinquennat de Jacques Chirac, il a été incapable de donner l'impulsion nécessaire. Cela sera l'un des rôles majeurs du Président de la République que la gauche élira d'être capable de relancer la construction Européenne.

François, tu m'interroges sur la campagne législative. C'est bien compliqué parce que évidemment la campagne législative viendra après — c'est une lapalissade — la campagne présidentielle. Quand nous aurons gagné la présidentielle, la législative ne sera pas gagnée d'avance. On a vu 1988. Ce n'est pas fait d'avance, mais elle sera quand même fortement influencée par cette campagne présidentielle. Nous avons désigné nos candidats ; dans la quasi-totalité des circonscriptions, les choses sont maintenant clairement établies même s'il reste des petits débats à tel ou tel endroit. Il reste le débat avec nos partenaires et c'est comme cela que je comprends ta question. Les législatives ne seront pas seulement les législatives du Parti Socialiste, mais les législatives de la majorité présidentielle. Si comme je le crois, nos partenaires de la gauche viennent au deuxième tour soutenir le candidat socialiste, alors ce seront bien des élections législatives de l'ensemble de la gauche et donc de la majorité présidentielle. C'est là que je dis : faisons attention. L'accord à passer avec nos partenaires — certains sont parmi nous cet après-midi —, partenaires communistes, partenaires radicaux, partenaires verts — je ne parle pas des partis gauchistes qui n'ont pas l'intention

de gouverner et qui resteront donc dans leur position —, l'accord à passer avec nos partenaires ne doit pas être un accord de circonstance sur des circonscriptions, sur le partage de pouvoir. Cet accord doit se faire sur le contenu, sur les orientations, sur les idées et dans lequel nous devons affirmer notre identité sociale-démocrate. Bien sûr, un accord c'est un compromis. Chacun doit faire des parts à proportion de son importance ; donc les socialistes devront faire des parts en direction des autres. Pour faire des parts, il faut savoir d'où l'on part, et nous savons d'où nous partons, nous partons de notre projet, nous partons de la vision que nous avons pour notre pays. Je veux que cet accord se fasse sur le contenu, sur un contrat de gouvernement pour les cinq ans qui viennent et pas simplement de dire : « voilà, on va laisser quelques dizaines de circonscriptions aux communistes, quelques dizaines de circonscriptions aux verts comme si nous leur faisons l'aumône ». Ils ne demandent pas cela ; ils demandent des accords sur le fond. Ce sont ces accords-là qu'il faudra construire dès que notre candidat aura été désigné.

André, tu poses deux gigantesques questions : celle de la politique agricole et celle de l'endettement. Sur la politique agricole, je connais la situation des agriculteurs que tu évoques. Nous devons changer notre politique agricole, bien sûr, pour les agriculteurs et aussi parce que c'est tout notre modèle de développement que nous devons bouger. Nous vivons une société de consommation, trop de consommation pour les socialistes. Nous en subissons de plus en plus les conséquences ; il nous vient des États-Unis par exemple des épidémies que nous ne connaissions pas avant, comme l'épidémie d'obésité chez jeunes et les enfants à cause de nourritures trop sucrées, trop riches, à cause de cette malbouffe que certains ont dénoncée. Il faut voir les conséquences en termes de santé publique et ce que nous voulons comme type d'alimentation. Quand on dit cela, on voit ce qu'il faut faire vers l'industrie agro-alimentaire et les contraintes qu'il faut lui imposer pour mettre sur le marché des produits qui soient mieux adaptés à la santé des enfants, à la santé des hommes. Quand on dit cela, on voit aussi ce qu'il faut faire en direction de la politique agricole. Il nous faut une politique agricole qui soit mise au service de la nutrition

des Français et pas au service des grands agriculteurs beaucerons. La réforme de la politique agricole issue du panier de la ménagère fait partie de l'ensemble de la reconsidération de notre modèle de développement. L'élection qui est devant nous, c'est aussi cela. C'est sortir d'un modèle de développement de plus en plus importé des États-Unis pour aller vers le modèle de développement que nous voulons ici mettre en œuvre. Ces conséquences vont bien au-delà de l'agriculture. Mais sur l'agriculture, elles sont nettes : c'est permettre à ceux qui veulent vivre sur notre sol d'avoir la possibilité d'y rester. Il y a quelques jours, j'étais à Marmande à parler des tomates. Ensuite, j'étais autour des questions de vin à Montbazillac. Je vois bien comment les agriculteurs du Sud-Ouest de la France, comme ceux de la Bretagne, sur d'autres produits sont aujourd'hui, pour les jeunes, pris à la gorge ; incapables de s'installer sur de nouveaux territoires parce que la logique même de la politique agricole n'est pas celle qui conduit à occuper notre territoire avec des jeunes et à leur permettre de survivre. La refonte de cette politique agricole suppose que la France s'y mette. Pour que la France s'y mette, il faut qu'il y ait à la tête de notre pays quelqu'un capable de faire entendre sa voix au Conseil européen ; malheureusement, cela n'a pas été le cas au cours de dernières années.

A propos de l'endettement, je ne rencontre pas de Français dans les réunions où cette question aujourd'hui ne soit évoquée. Chacun a conscience que nous avons atteint un seuil qui n'est plus supportable. Chacun doit comprendre que les deux grandes périodes où la dette de notre pays a explosé, c'est quand on avait la droite au pouvoir de 1993 à 1995 quand Nicolas Sarkozy était ministre du Budget, de 1995 à 1997, et de nouveau depuis quatre ans. Contrairement à cette idée tellement répandue que la gauche ne sait pas gérer et que seule la droite sait gérer, la preuve a été faite au cours de ces dix ans qu'en réalité la dette rapportée à la richesse du pays baissait quand la gauche était au pouvoir. De 1997 à 2000, j'étais le ministre des Finances de notre pays, la dette rapportée à la richesse nationale a baissé pour la première fois dans notre histoire. Depuis 2002, elle n'a fait qu'augmenter. Alors, il faut maintenant réparer les dégâts faits par les autres. La

dette, c'est celle de l'Etat, c'est celle de la Sécu, c'est celle des retraites. Sur la Sécu, on sait bien pourquoi ça ne s'arrange pas, pas tellement parce que la droite serait incapable de redresser les comptes, mais parce que, au fond d'eux-mêmes, le déficit de la Sécurité Sociale est un argument pour montrer combien le système public ne peut pas fonctionner et combien il faut petit à petit accepter de passer à un système dans lequel la part des assurances privées serait beaucoup plus grande. Ce qui est en jeu, ce n'est pas simplement l'équilibre financier de la Sécurité Sociale — bien sûr qu'il est important à rétablir —, mais c'est l'avenir même de notre Sécurité Sociale, l'idée que les Français se font d'un service public de la Santé et de l'Assurance Maladie. L'une des premières tâches qui devra s'étaler sur cinq ans — car il serait mensonger de dire qu'on peut redresser les choses en un an ou en deux ans —, l'une des tâches que nous devons tenir, c'est en effet de redresser les comptes publics et de ramener le niveau de la dette à un seuil acceptable. Je prends ici cet engagement, je ne le prends pas en l'air, je l'ai fait quand j'étais votre ministre des Finances. Nous devons

ramener la dette publique à un seuil acceptable parce que l'argent de la dette publique, ce n'est pas de l'argent qu'on trouve dans un puits, ce n'est pas quelque chose qui tombe du ciel, c'est une dette que nous mettons sur les épaules de nos enfants. Nous avons, nous socialistes — grâce aux verts sans doute, il faut leur rendre hommage —, pris conscience que les questions de l'environnement et de la planète devaient faire partie, non pas d'une sorte d'annexe de nos programmes, mais du cœur de nos programmes. Si nous avons fait des progrès considérables sur le développement durable, nous socialistes, de la même manière nous devrions être capables de comprendre que nous devons faire des progrès sur les finances publiques parce qu'on ne peut pas laisser à nos enfants une France endettée.

Je vais vous livrer ma doctrine. En réalité, la dette c'est l'ennemi de la gauche. Pourquoi ? Parce que plus on est endetté au niveau de l'Etat, plus on paie des intérêts ; plus on paie des intérêts, moins on a d'argent pour que l'Etat intervienne ailleurs. Or, nous nous croyons que l'Etat doit intervenir. Pour les libéraux qui

pensent que moins l'Etat intervient, mieux on se porte, cela ne les gêne pas que toutes les disponibilités de l'Etat soient prises par des intérêts à payer. Mais, nous, parce que nous voulons intervenir, il faut que la dette soit la plus faible possible pour que les intérêts soient les plus faibles possibles, pour qu'on puisse faire des choses. Il y a une autre raison, c'est que ces intérêts, ils sont payés à qui ? A ceux qui ont prêté à l'Etat. Mais qui a prêté à l'Etat ? Evidemment, pas les plus nécessiteux parmi les Français, mais ceux qui ont suffisamment d'argent pour le faire. Avec quoi, paie-t-on les intérêts ? Avec les impôts qui sont collectés. Cela veut dire qu'au bout du compte, quand un smicard va au supermarché acheter des œufs, il paie de la TVA ; cette TVA sert à payer les intérêts aux plus fortunés des Français, à cause de la dette de l'Etat. Voilà pourquoi la dette est l'ennemi de la gauche. Voilà pourquoi il faut que la gauche soit l'ennemie de la dette et que la gauche réduise la dette. Voilà pourquoi, quand Lionel Jospin était Premier ministre, on a mené cette politique. Voilà pourquoi il faut s'engager à mener à nouveau ce combat lorsque la gauche gagnera.